

Département Politique
Suisse

Division des Affaires Etrangères

Berne , le 20 avril 1920.

AJ.

Prière de rappeler ce numéro
dans la réponse

Monsieur le Ministre,

Pour faire suite à notre lettre du 14 de ce
mois, nous avons l'honneur de vous communiquer les ren-
seignements suivants :

VORARLBERG

Un des délégués du Vorarlberg, de passage à
Berne, nous déclare que plus que jamais son pays a les
regards tournés vers la Suisse, d'où il espère le salut
et la liberté. Il nous confirme que beaucoup d'anciens
adversaires se rallient aujourd'hui à la cause suisse .

Les Vorarlbergeois suivent avec une inquié-
tude croissante le mouvement unioniste toujours plus ac-
centué dans le Tyrol et en Autriche. Ils craignent que ,
si l'Autriche ou du moins le Tyrol passe à l'Allemagne,
le Vorarlberg ne lui soit incorporé de force. Pour la
Suisse, le péril allemand grandit donc de jour en jour
sur notre frontière orientale .

L'ancien secrétaire d'Etat , Mataja, chef
influent des chrétiens-sociaux autrichiens, vient de dé-
clarer à un des collaborateurs de M. Bourcart : " Sie (die
Schweizer) erhalten Vorarlberg, dafür brauchen Sie keinen
Finger zu rühren, das fällt Ihnen zu, wie eine reife Frucht."

A la Légation de Suisse

(copie aussi à Munich, Paris et Tokyo)



- 2 -

Bien que nous ne croyions pas à une solution aussi facile, ce langage d'un homme d'Etat autrichien est important à retenir et constitue certainement un encouragement pour les amis de l'incorporation du Vorarlberg des deux côtés du Rhin. Avant tout, le Vorarlberg devrait déclarer son indépendance, puis demander à être reçu dans la Confédération comme "zugewandter Ort".

P O R T U G A L

A la suite d'une dénonciation fantaisiste de la "police internationale", la mission scientifique du Professeur Rickli s'étant vu refuser l'entrée dans ce pays, M. Mengotti s'est rendu à Lisbonne pour liquider l'incident.

Notre Ministre a l'impression qu'on avait dû exagérer quelque peu l'importance des derniers événements, émeutes et troubles.

Les grèves des employés des postes et télégraphes et des ouvriers de la construction, sont provoquées toujours par les mêmes meneurs et agitateurs bolchévistes. Le Gouvernement actuel paraît décidé à prendre d'énergiques mesures contre eux. Le Président de la République, le Président du Conseil sont mus par la meilleure bonne volonté; ils savent bien, toutefois, que leur vie est en danger. Si une crise immédiate n'éclate pas et si l'actuel Président du Conseil n'est pas assassiné comme Sidonio Paes, il est possible que le Gouvernement fasse un travail fécond de réorganisation et de reconstruction politique et administrative.

Le Portugal pourrait facilement nourrir le double de sa population actuelle, soit une douzaine de mil-

- 3 -

lions.

Malgré le climat favorable, les exploitations agricoles n'y sont pas du tout développées comme elles le pourraient, le commerce et l'industrie sont pour la majeure partie aux mains d'étrangers, des Anglais surtout. L'eau est abondante, mais les forces motrices sont inexploitées, les travaux d'irrigation insuffisants. Ce pays est très mal administré, la politique et le socialisme paralysent toute initiative.

L'industrie portugaise végète ; on sent toutefois des efforts pour relever cette industrie .

Malgré les mesures administratives et de justice très sévères, le cours forcé du change n'est pas respecté: les banquiers prétendent n'avoir ni chèques ni lettres et vendent sous main avec 25 ou 30 % de bénéfice. La réorganisation politique administrative aurait certainement pour conséquence de relever le change .

REPUBLIQUE ARGENTINE

Le Gouvernement Argentin a soumis aux Etats sud-américains un projet de traité de commerce introduisant le libre échange de denrées alimentaires de première nécessité, auxquelles pourra être adjoint le sucre, actuellement soumis dans différents pays à un régime spécial. Ce traité a pour but de diminuer le prix des denrées de première nécessité. Tous les Etats peuvent adhérer à cette convention.

Comme premier Etat européen, l'Italie vient de donner son adhésion à ce projet.

ETATS-UNIS D'AMERIQUE

Comme la majorité du Sénat se montre de plus en

- 4 -

plus hostile envers la politique présidentielle et la Ligue des Nations, il est évident que cette situation ne peut durer indéfiniment. M. Peter pense que les Etats-Unis seront appelés prochainement à envisager la négociation de nouveaux traités (séparés) pour tenir compte des circonstances nouvelles créées par la guerre et le Traité de Paix.

A U T R I C H E .

A propos du voyage du Chancelier Renner à Rome, M. Bourcart nous écrit qu'il était projeté, comme d'ailleurs une visite à Belgrade, qui n'a pas encore eu lieu. L'invitation de l'Italie a trouvé M. Renner en Styrie, où il essayait de calmer les grévistes. A Rome, on discute, à côté de questions économiques, celles du Tyrol et de l'union de l'Autriche à l'Allemagne. Il paraît que le Gouvernement Tyrolien et les partis politiques de ce pays traitent aussi à ce sujet avec l'Italie. Les journaux parlent de faire une province du Trentin italien et d'unir tout le Tyrol allemand au sud et au nord du Brenner en un Etat formellement autonome, sous protectorat italien. La réalisation de ce projet installerait les Italiens à Innsbruck et leur donnerait une frontière commune avec l'Allemagne, ce qu'ils désirent ardemment. Cette solution éventuelle nous préoccupe, car elle compliquerait pour le moins nos communications avec l'Orient.

Notons qu'à Rome le Chancelier autrichien a parlé des actions de secours de tous les voisins, en omettant intentionnellement les Suisses.

Dans une conversation, l'ancien secrétaire d'Etat Mataja, mentionné plus haut, a déclaré que l'union

- 5 -

de l'Autriche à l'Allemagne est inévitable, vu qu'on ne peut faire une Autriche homogène et que la coalition menace de se désagréger. Mais l'Allemagne se montre froide, elle craint évidemment d'endosser les charges imposées à l'Autriche par le Traité de St. Germain et estime que le moment n'est pas encore venu. L'Italie ne serait pas hostile à l'union, l'Angleterre non plus; seule la France (qui est pourtant la moins intéressée) s'y oppose, mais elle est actuellement isolée et semble fatiguer ses grandes alliées.

Le commerce français et anglais a ^{cherché} rétabli l'industrie autrichienne par des envois de matières premières. A Londres, un puissant consortium anglais s'est constitué à cet effet, mais veut imposer des conditions d'autant plus onéreuses qu'elles seraient valables pour 20 ans. Les fournisseurs resteraient propriétaires des matières premières jusqu'au moment où leur manipulation en Autriche serait terminée, mais se réservant le contrôle des prix et des exportations qui ne sont autorisées que vers des pays dont le change est élevé, ce qui exclut les anciens et lucratifs marchés d'Orient et des Balkans. Ces conditions, qui risquent de réduire l'industrie à l'esclavage, engagent les industriels à la résistance et à chercher un appui ailleurs, entre autres en Suisse.

H O N G R I E.

Un diplomate autrichien qui a été en rapport avec l'amiral Horthy, le Haut Commissaire anglais, et des politiciens à Budapest a déclaré à M. Bourcart que la restauration des Habsburg est d'autant plus probable en Hongrie que la dynastie incarne les droits traditionnels de

- 6 -

la Couronne de Saint-Etienne sur la Croatie, la Transylvanie et la Slovaquie, provinces dont l'ardent et puissant patriotisme hongrois réclame la restitution. L'Union de l'Autriche à l'Allemagne faciliterait la chose, car elle écarterait tout danger d'une nouvelle dépendance de Vienne. On prête au Commissaire italien Cerutti des propos d'après lesquels l'Italie ne serait dans cette éventualité plus opposée à la restauration des Habsbourg en Hongrie.

P O L O G N E.

Les frontières polonaises restent fermées à tout trafic du 17 au 27 courant; seuls les télégrammes d'Etat sont adressés. La Légation donne comme motifs l'estampillage des couronnes et le manque de charbon, mais, en réalité, il doit s'agir d'une mesure militaire en rapport avec les événements sur le front russe.

Des Suisses habitant les territoires jadis allemands se plaignent du terrorisme exercé par les Polonais. Ces plaintes sont d'ailleurs confirmées de différents côtés.

R U S S I E E T E T A T S B A L T I Q U E S

Un Suisse qui a fait toute la guerre dans les armées allemandes de la Baltique et qui est resté en Lettonie, la paix signée, déclare que l'Armée Rouge, bien équipée, bien nourrie et admirablement disciplinée ne songe pas sérieusement à la paix. Il est faux qu'elle montre des symptômes de décomposition. L'Europe s'expose à de cruelles déceptions si elle se berce d'espérances illusoires. Ce rapport confirme les renseignements du Prince de Bülow que vous avez reçus le 14 crt.

- 7 -

L'Esthonie et la Lettonie avec lesquelles les Soviets ont fait la paix uniquement pour raccourcir leur front, sont bolchevikisées et feront cause commune avec la Russie .

ALLEMAGNE

La question qui agite le plus l'opinion publique est l'exigence de l'Entente de voir désarmer les gardes civiques et d'habitants , derniers garants de la sûreté des personnes et de la propriété. A Vienne , une personnalité allemande a émis l'opinion que le mouvement vers la gauche s'accentuerait toujours plus et entraînerait une catastrophe européenne. Dans sa pensée, il ne s'agit pas aujourd'hui de la France , de l'Allemagne, de l'Italie ou de l'Angleterre , mais de l'Europe et de toute notre civilisation .

Les Etats du Sud s'opposent énergiquement au désarmement qui les mettrait à la merci des Bolchévistes. Une personnalité prussienne habitant la Bavière nous déclare que les Bavarois ne veulent rien en savoir et que leurs gardes civiques très bien organisées et équipées, munies même d'artillerie, s'opposeraient éventuellement par la force à un désarmement. Ces renseignements sont en partie confirmés par le Commissariat allemand de la Sûreté.

Dans le Wurtemberg et dans le pays de Bade, la situation est moins rassurante qu'en Bavière . Les éléments paysans seraient apathiques et se désintéresseraient de la politique, en sorte que les seuls soutiens du Gouvernement seraient les gardes civiques des villes et quelques bataillons d'étudiants . Ceux-ci désarmés, les paysans risquent d'être simplement débordés par les Bolchévistes.

- 8 -

Le Consulat à Mannheim rapporte que devant la résistance des patrons les conseils d'ouvriers ont dû évacuer plusieurs importantes usines dont ils s'étaient emparés. Un grand industriel émet l'opinion que jusqu'à la récolte les changes se nivelleront dans le monde entier. Malgré son interdiction d'importation de couleurs allemandes, l'Angleterre en cherche dans la région de Mannheim (comme elle l'a d'ailleurs fait en pleine guerre en 1915, en Autriche).

La France concentre des troupes dans le Palatinat. Un officier supérieur français a indiqué à ce propos à M. Zetter comme prétexte que la France veut parer à une surprise comme celle d'août 1914 : D'aucuns prêtent aux Français l'intention d'occuper Mannheim.

Dans le Pays de Bade comme ailleurs, la marche sur Francfort a poussé l'exaspération à son comble.

En Belgique, on raconte que la jeunesse, les maîtres d'école, l'université seraient les principaux appuis des éléments réactionnaires allemands. Au moment du coup d'Etat Kapp, le Ministre Zumbroich aurait tenu à l'Université de Berlin une harangue patriotique à la suite de laquelle 5000 étudiants se seraient enrôlés dans l'armée baltique ! Cette nouvelle est manifestement exagérée, mais il ne faut pas oublier le grand rôle que la jeunesse universitaire allemande a toujours joué dans toutes les luttes pour la liberté, d'abord contre Napoléon, puis, en 1848. Elle maintiendra probablement cette tradition historique malgré d'importantes défections vers la gauche.

Dans la campagne électorale, le Chancelier jette le gant à la Droite, le Centre à la Gauche. M. Müller déclare à M. de Planta que la coalition subsistera probablement et croit à un résultat favorable des élections, qui contrairement à son avis, s'annoncent toutefois agitées.

Quant à la situation économique, elle paraît s'améliorer. Le cours du mark monte, la Hollande et les Etats-Unis ayant ouvert d'importants crédits en marchandises. D'importantes négociations commerciales se poursuivent en dehors du Gouvernement avec l'Amérique, entre autres, de la part de la "Hamburg Amerika Linie". L'Amérique fournira probablement des vivres en quantité satisfaisante et la récolte allemande s'annonce, dit-on, bonne.

Comme à l'assemblée nationale le Ministre de la guerre a parlé du danger de coupe de main de Droite et de Gauche, des rumeurs les plus agitées circulent à Berlin. Ils seront certainement exploités dans la campagne électorale, mais aussi par les ennemis de l'Allemagne. Il est certain que les éléments extrêmes de Droite et de Gauche aspirent aujourd'hui à la dictature.

Les événements dans la région de Francfort, où les Français et les Belges jouent avec le feu, ont transformé l'indignation des Allemands en une exaspération telle qu'un éclat ne pourrait surprendre. Selon M. de Planta, toute nouvelle avance dans la zone neutre pourrait provoquer de graves incidents.

Le Ministre de la Guerre a soumis à l'assemblée nationale des documents établissant que les chefs révolutionnaires de la Ruhr ont tenté, par des renseignements mensongers, à provoquer une occupation de la région par les Alliés.

Le Dr Käster, nouveau Ministre des Affaires Etrangères, fait l'impression d'un homme très instruit, réfléchi et d'esprit objectif.

Les négociations avec l'Entente sont interrompues pendant la Conférence de San Remo. L'Allemagne of-

- 11 -

gleterre vient précisément d'exiger pour tout acte de ce genre en connexion avec le traité de Versailles. Mais, à considérer les choses au point de vue ententiste interne, le fait essentiel est que la proposition émane de M. Lloyd George et non pas de M. Millerand. N'y a-t-il pas là un indice, ne pouvant guère passer inaperçu, que l'Angleterre, qui se considère certainement comme la puissance dirigeante de l'Entente, veut par cette attitude établir une fois de plus, d'une façon habilement masquée, son hégémonie au sein du Conseil des Alliés; elle ne voudrait pas que sur ce point il puisse exister des malentendus. Et ceux qui ont vu dans la protestation anglaise, lors de l'occupation de Francfort, avant tout une manifestation d'amour-propre britannique n'ont certainement pas été loin de la vérité. L'Entente est donc rétablie, l'hégémonie de la Grande-Bretagne accentuée, et tout le monde, y compris la France, satisfait.

Personne en Angleterre ne doute que c'est le Gouvernement de Londres qui doit avoir la première place partout où il s'agit de questions vitales pour l'Europe.

Les questions principales à l'ordre du jour sont le Traité avec la Turquie et l'application du Traité de Versailles à la question de l'approvisionnement en charbon. Cette dernière a aujourd'hui une importance qui dépasse le domaine économique et elle cause à tous les Gouvernements les plus vives alarmes. Depuis les fortes restrictions de l'exportation américaine et l'effondrement de l'exportation allemande, tout le monde adresse des supplications fébriles au Gouvernement Britannique. Nous faisons nous-mêmes, depuis des semaines, des démarches pressantes et il est permis d'espérer que l'étude de la crise du char-

- 10 -

fre, malgré l'opposition des Etats du Sud et des militaires, de réduire ses troupes dans la zone neutre et attend que les Franco-Belges évacueront en échange la vallée du Mein .

M.Koester avoue que certaines autorités militaires ont fourni des renseignements inexacts sur la réduction des troupes dans l'Empire, en passant sous silence les volontaires et gardes civiques . Une nouvelle enquête est prescrite . Il n'en est pas moins certain que l'exécution intégrale du traité de Versailles livrerait l'Allemagne à la terreur spartakiste , vu que les effectifs actuels sont insuffisants pour maintenir l'ordre . C'est ainsi qu'occupé à réprimer la révolution de la Ruhr , le Gouvernement ne disposait d'aucune troupe pour empêcher la brigade de brigands de Kûlz de mettre le Vogtland à feu et à sang .

Dans la Silésie plébiscitaire , les Alliés prennent ouvertement parti pour les Polonais et cherchent à empêcher les élections générales et présidentielles . Ils contribuent par contre à aplanir les luttes sociales . Le militarisme français ne le céderait en rien au militarisme prussien . Vu le caractère instable des Silésiens, on ne saurait prévoir le résultat du plébiscite .

GRANDE- BRETAGNE.

M.Paravicini attire notre attention sur le fait que l'incident franco-anglais est heureusement liquidé par une manifestation de solidarité alliée contre l'Allemagne, mais que, cette fois-ci, l'initiative part de Londres; si elle a une autre forme que celle prise par la France à Pâques, elle a cependant le même esprit et les mêmes buts. A Berlin , cette démarche portera le cachet d'une manifestation collective, c'est-à-dire prendra la forme que l'an-

- 12 -

ben par la Conférence de San Remo sera de nature à porter un remède à cette situation inquiétante .

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre haute considération .

*Le Chef
de la Division des Affaires étrangères*



P.S.- Négociations de paix entre la
Pologne, la Tchécoslovaquie et la Russie.

Répondant aux accusations absolument justifiées des Bolchévistes que l'armée Tchécoslovaque de Sibirie n'est battue contre eux, le Gouvernement de Prague a adressé une note (communiquée au Corps Consulaire) rédigée dans un français assez fantaisiste, prétendant que la République n'a jamais été en guerre avec la Russie mais que "juridiquement" les choses se sont passées autrement :

Le Gouvernement de Moscou avait proposé à la Pologne un armistice sur tout le front pour ouvrir les négociations de paix, mais la Pologne ne voulait accepter qu'un armistice local à Borissov, ce que les Soviets refusèrent en lançant une note circulaire à l'Entente réclamant son intervention, afin que les négociations de paix avec la Pologne puissent être entamées en pays neutre ou allié "pour permettre à la Russie de travailler pour tenir ses engagements économiques envers l'Entente."